

**UNIVERSITÉ PARIS XIII – SORBONNE PARIS NORD**

**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR**

**École doctorale Érasme, UFR SEG**

**École doctorale Sciences Juridiques,**

**Politiques, Économiques et de Gestion, (EDJPEG), FASEG**

---

**LES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES DE CONTRÔLE DES  
FINANCES PUBLIQUES FACE À LA MISE EN ŒUVRE DES  
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

---

**THÈSE DE DOCTORAT EN COTUTELLE INTERNATIONALE**

Présentée par

**NDEYE NDAK NIANG**

Noms des laboratoires

**Centre d'Économie de Paris Nord (CEPN)**

**Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement (LAPD)**

**Université Sorbonne Paris Nord**

**Université Cheikh Anta DIOP de Dakar**

Pour l'obtention du grade de

**DOCTEUR EN ÉCONOMIE**

Soutenue le ... 2024 devant le jury d'examen constitué :

Qualité	Titre, Nom et Prénom	Structure de rattachement
Président		
Rapporteur		
Examineur / Examinatrice		
Examineur / Examinatrice		
Directeur de thèse	<b>Ahmadou Aly, MBAYE</b>	<b>Recteur de l'UCAD</b>
Directeur de thèse	<b>Philippe BARBET</b>	<b>Professeur Emérite USPN</b>
Directeur de thèse	<b>Robin DEGRON</b>	<b>Maitre de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne Paris I</b>

## SYNTHESE DES PARTIES DE LA THESE

Le développement durable vise à intégrer les objectifs économiques, sociaux et environnementaux, aux initiatives mondiales telles que les Objectifs de développement durable (ODD) ciblant des problèmes tels que la pauvreté et le changement climatique d'ici 2030.

Les Institutions supérieures de contrôle (ISC) sont essentielles pour assurer la responsabilité et une gouvernance efficace dans ce contexte, en particulier au Sénégal, où des réformes sont nécessaires pour améliorer la transparence et l'exécution du budget.

Cette thèse évalue l'état de préparation de onze ISC (*Royaume du Maroc, Algérie, Roumanie, République démocratique du Congo, Madagascar, UEMOA, Togo, Soudan, France, Canada et Burkina Faso et Sénégal*). Elle met l'accent sur les finances publiques vertes et l'atténuation du changement climatique.), évalue le budget vert du Sénégal et utilise diverses méthodologies, notamment des tests de corrélation et de régression, pour analyser la relation entre le développement économique et le financement des ODD, en utilisant des statistiques descriptives et des outils PEFA Climat pour l'évaluation.

A partir de plusieurs hypothèses qu'il s'agira ensuite de confirmer ou d'infirmer nous aborderons les deux points essentiels qui suivent :

- premièrement, nous émettons l'hypothèse selon laquelle l'implication des ISC pourrait permettre de rendre plus efficace la mise en œuvre des ODD. Les travaux consacrés à onze (11) ISC seront présentés à cet effet ;
- deuxièmement, de soutenir l'hypothèse selon laquelle la contribution des ISC pourrait permettre au Gouvernement sénégalais de verdir ses Finances Publiques conformément aux normes internationales mises en place. A cet effet, nous ferons un examen du budget vert du gouvernement sénégalais à travers un outil ad-hoc l'outil PEFA vert contribuant ainsi à l'atteinte des ODD. Nous évaluerons ensuite le budget vert conçu par le Sénégal et dédié au secteur de l'environnement, et aux changements climatiques.

Cette appréciation permettra de démontrer qu'il est, en effet, possible de promouvoir un développement durable par des Finances Publiques vertes.

L'enjeu majeur est de concevoir un financement du développement dans le secteur environnemental permettant de lutter contre les inégalités d'accès afin de prendre en charge les vulnérabilités économiques, sociales et environnementales.

L'ambition de la thèse est d'une part d'exposer le niveau de prise en charge des ODD par les ISC, d'autre part, de proposer des pistes à ces Institutions, pour mieux intégrer ces questions dans leurs travaux. Trois parties tracent le chemin à savoir :

- ✚ d'abord, nous exposons les fondements théoriques et conceptuels sur les différents programmes sur les OMD, les ODD, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine ainsi que les controverses qu'ils ont soulevées, après avoir effectué un tour d'horizon historique sur l'origine du développement au développement durable ;
- ✚ ensuite nous mettons en lumière, dans la deuxième partie, nos résultats sur le niveau de préparation de onze (11) ISC de l'association des ISC ayant en commun l'usage du français (AISCCUF) pour une meilleure prise en charge des ODD, en faisant un survol théorique du cadre théorique et conceptuel sur les ISC ;
- ✚ enfin nous présentons dans la troisième partie, le rôle que pourraient jouer les ISC dans l'évaluation du verdissement des Finances Publiques pour contribuer à l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques.

## **Présentation du Cadre Méthodologique**

### **Méthodologie appliquée à l'analyse du cadre général de la thèse**

S'agissant de l'analyse du cadre théorique sur les OMD et les ODD, il existe une masse importante de documentation sur ces questions. Nous nous sommes appuyés sur les travaux déjà réalisés par d'éminents économistes sur ces thématiques.

Concernant le cadre pratique, nous avons élaboré une matrice des parties prenantes et tenu des entretiens auprès de ces acteurs clés identifiés. Il s'agit du ministère de l'Economie, du plan et de la Coopération (MEPC), du ministère des Finances et du Budget (MFB), du ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition Ecologique (MEDDTE), pour collecter les références bibliographiques utiles pour notre thématique de recherche.

Ainsi, plusieurs références bibliographiques utiles à notre thématique de recherche ont été mis à notre disposition par ces Autorités. Il s'agit essentiellement des rapports élaborés sur les revues nationales volontaires de 2019 et 2022 sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des ODD au Sénégal. En plus, nous avons rencontré le Directeur général de la planification et des politiques économiques (DGPPE) du MEPC ainsi que ses différents services.

Nous avons également eu des entretiens avec le Directeur de l'environnement et des établissements classés (DEEC) du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable

et de la Transition Ecologique (MEDDTE), qui nous a éclairée sur les questions relatives à l'élaboration du budget vert au Sénégal et le Directeur de la Programmation budgétaire (DPB), responsable de l'élaboration du budget vert.

Nous avons participé à plusieurs ateliers et séminaires liés à notre thématique de thèse. Il s'agit entre autres :

- ✚ des ateliers de validation des rapports sur la Revue nationale volontaire des ODD organisés sous les auspices du Ministère de l'économie du plan et de la coopération (MEPC). Ces rapports mettent en exergue l'évaluation de l'alignement et l'intégration du PSE (politiques sectorielles aux ODD), et la situation de référence de chaque ODD au Sénégal ;
- ✚ des séminaires de benchmarking sur invitation du Fonds monétaire international sur la programmation financière à l'Ile Maurice, l'analyse des politiques budgétaires, sur le climat, et de l'AFD sur l'école d'été sur les ODD.

Par ailleurs, pour réaliser nos enquêtes, nous avons sollicité l'appui de la Hiérarchie à la Cour des comptes, pour envoyer notre questionnaire à toutes les Institutions supérieures de contrôle visées au sein de la communauté de l'AISCCUF. Après lancement du questionnaire d'enquête auprès des cours des comptes ciblées par notre échantillon, au début du processus, nous avons pu collecter les réponses de onze (11) ISC à avoir : le Bureau du vérificateur général du Canada, les Cours des comptes du Burkina Faso, de la France, du Sénégal, de la République démocratique du Congo, du Togo et de l'UEMOA.




### **Méthodologie mise en œuvre dans la deuxième partie présentant le niveau de préparation des ISC pour prendre en charge les ODD**

Cette méthodologie fondée sur le référentiel international d'évaluation de la performance des ISC, l'outil SAI-PMF. La construction de notre modèle ad hoc (*SAI-PMF on SDG'S, évaluation de la performance des ISC sur la mise en œuvre des ODD*) s'inspire de l'outil d'évaluation SAI-PMF qui est un cadre permettant d'évaluer la performance des ISC développé par l'organisation internationale des ISC (INTOSAI).

L'évaluation de leur performance est une partie importante de ces efforts en ce qu'elle aide les ISC à se situer en vue de leurs objectifs de développement interne, et consiste un moyen de renforcer leur crédibilité vis-à-vis des parties prenantes externes notamment par leur contribution à la mise en œuvre de l'agenda 2030 des Nations Unies. Dans notre approche, nous

avons retenu les trois domaines suivants examinés à partir de plusieurs hypothèses, permettant d'élaborer notre analyse afin d'apprécier la performance des ISC sur les questions de prise en charge des ODD.

Il s'agit des domaines ci-après :

-  *L'adaptation du cadre juridique, stratégique, organisationnel et du processus de réformes envisagé pour la prise en charge des ODD ;*
-  *Le niveau de sensibilisation, de formation, de disponibilité des ressources humaines, et financières, pour prendre en charge les ODD ;*
-  *Les résultats enregistrés ou à venir de l'ISC au regard des quatre approches formulées par l'INTOSAI pour leur contribution à l'agenda 2030 des Nations Unies.*

L'objectif global vise à apprécier les résultats observés sur leurs capacités de prise en charge des ODD et de confirmer ou infirmer l'hypothèse générale selon laquelle elles sont insuffisamment préparées pour prendre en charge les questions liées au développement durable.

Les données collectées ont été traitées sur Excel et l'outil statistique SPSS (Statistical Package for the Social Sciences) qui nous ont permis de faire un traitement varié et bi-varié.

La population cible de cette étude est constituée des Institutions Supérieures de Contrôle (ISC) des 44 pays membres de l'AISCCUF<sup>1</sup> et membres de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle (INTOSAI). Sur les quarante-quatre (44) ISC membres, onze (11) Institutions ont apportées leur réponse à notre questionnaire.

En effet, nous avons utilisé l'outil Outlook Forms pour concevoir et recevoir les réponses du questionnaire d'enquête élaboré à l'intention de ces ISC ciblées (**voir annexe 0**) Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire en ligne spécialement conçu pour cette étude.

Ce questionnaire articulé autour d'une vingtaine de questions, portait généralement sur les trois domaines, et avait pour objectif d'apprécier le niveau de préparation des ISC pour prendre en charge les ODD.

---

<sup>1</sup> Voir <https://www.aisccuf.org/>

Pour ce faire, nous avons recueilli les informations portant sur le cadre juridique, organisationnel, les ressources déployées, la sensibilisation faite autour de ces questions au niveau communautaire et national, les différentes activités menées par ces Institutions afin de contribuer aux recommandations de l'INTOSAI dans le cadre de l'agenda 2030, de même que les partenariats mis en place, et les contraintes qu'elles ont rencontrées lors de la prise en charge de ces ODD.

Le logiciel SPSS nous a permis de faire l'analyse descriptive, qualitative et quantitative des données collectées. Par ailleurs, pour vérifier les différentes hypothèses spécifiques mises en exergues, par le biais de l'analyse statistique, nous avons effectué plusieurs tests à savoir :

- ✚ les tests de corrélation qui permettent de mesurer les relations existantes entre plusieurs variables ; trois méthodes permettent de mesurer la significativité de son coefficient à savoir la méthode de Pearson, de Kendall, et de Spearman ont été utilisées ;

- ✚ les tests de régression visent à déterminer les potentiels qui pourraient influencer la prise en charge des ODD par les ISC.

Ainsi, par exemple pour confirmer ou infirmer l'une des hypothèses qui visait à mesurer la corrélation positive entre le niveau de développement économique d'un pays et le montant alloué aux initiatives liées aux ODD par les ISC de ce pays, un test de corrélation serait réalisé.

<p><b>PREMIERE PARTIE : REVUE DE LA LITTERATURE SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE, LES OMD, et LES ODD</b></p>
---

Ce chapitre examine la transition du développement traditionnel au développement durable, en mettant l'accent sur les étapes historiques et le rôle de la participation humaine. L'Indice de développement humain, introduit en 1990, évalue le développement à travers l'éducation, la santé et les choix individuels plutôt que simplement le revenu. L'évolution de la coopération au développement, façonnée par les crises de la dette et les ajustements structurels, souligne la nécessité de partenariats pour lutter contre le sous-développement. Le développement durable, formulé pour la première fois dans les années 1980, intègre des objectifs sociaux, environnementaux et économiques, garantissant que les besoins actuels soient satisfaits sans mettre en péril les générations futures. Des événements clés, tels que la Conférence de Rio de

1992 et les Objectifs de développement durable de 2015, soulignent l'importance de la coopération mondiale et des politiques intégrées. Le chapitre aborde également les défis environnementaux, l'épuisement des ressources et les points de vue divergents des pays développés et en développement sur la protection de l'environnement, en plaidant pour des pratiques et une coopération durable.

En 1987, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), dirigée par Gro Harlem Brundtland, a publié un rapport influent intitulé « Notre avenir à tous », qui défendait le développement durable et abordait les défis environnementaux mondiaux. Le sommet de Rio de 1992 a renforcé l'importance de la coopération, du principe de précaution et de la croissance équitable, tandis que le sommet de Johannesburg a souligné le rôle des pays BRICS et l'interdépendance de la croissance économique et de la protection de l'environnement. La déclaration issue de ces sommets souligne les principes du développement durable, en mettant l'accent sur les droits de l'homme, la protection de l'environnement et la collaboration mondiale pour lutter contre la pauvreté et les problèmes écologiques. Le développement durable vise à équilibrer la croissance économique, la préservation de l'environnement et l'équité sociale, en prônant une gestion responsable des ressources au profit des générations présentes et futures.

Le concept de développement durable est controversé, et sa définition et ses implications font l'objet de débats. Les critiques affirment qu'il privilégie souvent les questions environnementales au détriment des besoins humains et qu'il est ancré dans des perspectives occidentales, ce qui complique son application universelle. Le développement durable est considéré comme un processus dynamique qui doit équilibrer les facteurs économiques, sociaux et environnementaux tout en tenant compte des contextes culturels. Sa mise en œuvre efficace nécessite la collaboration de diverses parties prenantes, notamment les gouvernements et les organisations internationales, pour relever les défis environnementaux. La transition des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) aux Objectifs de développement durable (ODD) souligne l'importance de la coopération, de la gouvernance et de la responsabilité pour résoudre les problèmes mondiaux, malgré les critiques concernant l'efficacité et la fiabilité des données des OMD.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de l'ONU ont fait état de progrès mais ont aussi révélé des inégalités persistantes, ce qui a conduit à la mise en place d'Objectifs de Développement Durable (ODD) plus ambitieux, visant à parvenir à un développement global à l'échelle mondiale d'ici 2030. Contrairement aux OMD, les ODD englobent les questions

économiques, sociales et environnementales, dans le but d'atteindre un développement global. De même, l'Agenda 2063 de l'Union africaine vise un développement durable par le biais d'une gouvernance efficace et de l'engagement de la société civile, en visant une Afrique prospère d'ici 2063, en mettant l'accent sur l'éducation, la santé, la transformation économique et l'égalité des sexes. Cependant, l'Agenda 2063 a été critiqué pour son manque de cohérence et d'orientation, mettant l'accent sur la croissance plutôt que sur le développement global.

Le PNUD souligne que 52 pays en développement, dont le Sénégal, sont aux prises avec de graves problèmes d'endettement, aggravés par le changement climatique et la pandémie de COVID-19, menaçant les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD). Si le gouvernement sénégalais s'est engagé à aligner ses politiques économiques sur les ODD, il est confronté à des obstacles importants, notamment en raison de l'impact de la pandémie et des critiques concernant l'efficacité de la mise en œuvre des ODD.

L'Institution supérieure de contrôle (ISC) du Sénégal appelle à un plus grand engagement des parties prenantes pour aligner le Plan national pour un Sénégal émergent (PSE) sur les ODD, soulignant les problèmes de gouvernance et la nécessité de réformes institutionnelles. En réponse, le gouvernement sénégalais entreprend des réformes stratégiques pour moderniser l'administration publique, améliorer la qualité des services et adopter une approche de gestion axée sur les résultats pour améliorer la transparence et la gestion du développement durable.

Les programmes de développement des Nations Unies nécessitent une pleine implication des pouvoirs publics et des parties prenantes pour être mis en œuvre avec succès. Au Sénégal, les critiques de l'ISC soulignent les insuffisances dans l'alignement des ODD sur les contextes nationaux, notamment en ce qui concerne le chevauchement des responsabilités entre ministères. Malgré une administration compétente, des problèmes de gouvernance persistent, notamment une mauvaise prestation des services publics et des procédures judiciaires lentes. La nécessité d'une stratégie de développement durable à long terme et d'une organisation dédiée pour superviser la mise en œuvre des ODD est soulignée, car les réformes actuelles restent insuffisantes.



***DEUXIEME PARTIE : ETAT DE PREPARATION DE ONZE ISC DANS LA MISE  
EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE***

Les ISC sont des institutions indépendantes chargées de contrôler les finances publiques et les performances financières du secteur public afin de garantir la responsabilité et la transparence du gouvernement. Les audits habituels qu'elles effectuent sont des audits financiers, de conformité et de performance qui révèlent la corruption et l'inefficacité, favorisant ainsi la bonne gouvernance et l'engagement du public. La Cour des comptes évalue l'efficacité des politiques et promeut l'augmentation des ressources consacrées aux audits de performance dans tous les ministères.

Le modèle de responsabilité de Westminster met l'accent sur un vérificateur général solide, des garanties indépendantes et un comité des comptes publics, bien qu'il comporte des risques de centralisation et de corruption. Pour la responsabilité, l'engagement parlementaire efficace est essentiel. L'ISC fonctionne sur un modèle de consensus, qui renforce l'inclusion, bien qu'il soit semé d'embûches en raison de la prédominance du contrôle politique.

Le modèle judiciaire, typique de l'Europe latine et de l'Amérique latine, garantit l'indépendance mais peut avoir des limites en termes de ressources. Pour relever les défis d'un environnement de responsabilité plus exigeant d'aujourd'hui, l'ISC doit : se concentrer sur les domaines à haut risque ; améliorer la gestion des finances publiques ; conserver son indépendance. Voilà à quoi devrait ressembler un secteur d'ISC moderne, basé sur les meilleures pratiques et la théorie.

Les ISC varient considérablement en termes de structure institutionnelle, de structures hiérarchiques, de compétences de leur personnel, de mandats légaux et de ressources. Les normes d'indépendance des ISC ont été fixées par l'INTOSAI, notamment par le biais des Déclarations de Lima et de Mexico. L'INTOSAI-P 50 se fonde sur les régimes juridiques qui régissent les responsabilités juridictionnelles des ISC pour garantir que les membres engagés dans ces activités bénéficient de garanties juridiques d'indépendance et d'inamovibilité des organismes du secteur public, préservant ainsi leur neutralité.

L'audit public et gouvernemental est nécessaire pour évaluer la performance du secteur public et garantir la responsabilité dans la gestion des ressources, espérant ainsi renforcer la confiance des citoyens. Les institutions supérieures de contrôle (ISC) occupent une position avantageuse

remarquable dans cette chaîne de responsabilité, effectuant des audits indépendants sur les dépenses publiques et l'efficacité des programmes gouvernementaux. Le seul défi à l'indépendance des ISC en Afrique subsaharienne semble être la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). En témoigne le fait que, selon l'évaluation de la Banque mondiale, les niveaux d'indépendance des ISC varient d'un pays à l'autre en raison des problèmes d'autonomie financière et de dotation en personnel qui compromettent la capacité de lutte contre la corruption et la bonne gestion des ressources. La Banque mondiale a exprimé, dans le cadre de l'enquête, une certaine inquiétude quant à l'indépendance des Institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le cadre de différentes mesures liées aux dispositions constitutionnelles, aux modes de nomination et à l'indépendance financière. Dans la plupart des cas, lorsqu'il n'existe pas d'instrument juridique explicite garantissant cette autonomie financière, le budget est contrôlé par le gouvernement. Certaines ISC peuvent s'en sortir en termes de types d'audit et d'indépendance du personnel ; elles sont toujours entravées par la rareté des ressources et l'accès limité à l'information. L'évaluation du secrétariat PEFA de la Cour des comptes sénégalaise fait référence à une certaine liberté dans la nomination de l'autorité, mais relève les limites de la nécessité d'obtenir l'autorisation du ministre des Finances pour les autorisations, ce qui affecte sa note d'indépendance globale.

Mohamed Ould El Abed, dans son article, souligne le rôle primordial que jouent les Institutions supérieures de contrôle dans la gouvernance et les activités de lutte contre la corruption en Afrique. Il souligne leur rôle d'auditeurs externes dans la gestion des finances publiques, la responsabilité et la transparence.

Les ISC devraient disposer d'une indépendance et de ressources pour contrôler les ODD et lutter contre la corruption. L'INTOSAI donne des directives sur la manière dont les mesures de lutte contre la corruption peuvent être intégrées dans les audits et sur la manière dont la sensibilisation du public peut être renforcée. La crise de la COVID-19 a toutefois davantage souligné l'importance d'institutions résilientes, les ISC étant en première ligne pour soutenir les ODD et la bonne gouvernance par le biais d'évaluations indépendantes.

Dix des onze institutions supérieures de contrôle africaines n'ont commencé que récemment à intégrer les Objectifs de développement durable, et nombre d'entre elles n'ont pas encore publié de rapports. Les cadres juridiques et organisationnels sont faibles, 36,4 % seulement d'entre elles disposant de structures juridiques adéquates. Bien que 63,6 % d'entre elles aient intégré les activités liées aux ODD dans leur planification stratégique, des réformes sont nécessaires pour renforcer les capacités des ISC. Comme l'indique un taux de 27,3 % dans l'enquête, des

réflexions sont en cours en vue de réformes ; il est clair que les responsabilités et la coordination entre les parties prenantes doivent être définies. Alors que de bonnes pratiques existent dans des pays comme le Burkina Faso et le Maroc, de nombreuses ISC ne disposent pas encore de cadres efficaces pour mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable.

Pour l'analyse des cadres juridiques et stratégiques de mise en œuvre des ODD, certaines des Institutions Supérieures de Contrôle (ISC), 100 % des pays du Canada et 75 % des pays du Maroc disposent de cadres solides, tandis que d'autres, dont 25 % du Sénégal et de la France, n'ont qu'une adaptation partielle. La région UEMOA ne dispose pas d'un cadre juridique complet pour la mise en œuvre des ODD. La planification stratégique est donc très efficace pour garantir que les ISC sont en mesure d'identifier leurs objectifs ainsi que les risques et de développer ensuite un système de mesure de la performance qui les aidera à suivre et à évaluer avec succès leurs plans stratégiques.

Les ISC ont besoin de ressources adéquates, d'un personnel qualifié et d'un environnement de contrôle interne solide et bien ancré pour pouvoir soutenir efficacement le Programme 2030 des Nations Unies. La plupart des ISC ne disposent pas du type de formation nécessaire sur les ODD et du cadre organisationnel pour améliorer la coordination et la surveillance. La collaboration des parties prenantes et le développement professionnel continu sont essentiels pour améliorer l'efficacité de l'audit. La pratique du Bureau du vérificateur général du Canada concernant l'intégration des ODD dans ses stratégies d'audit constitue un exemple, montrant clairement à quel point des ressources adéquates sont si importantes dans des domaines tels que la reddition de comptes et la bonne gouvernance.

Les ISC jouent un rôle essentiel dans la réalisation des ODD par le biais de leurs audits, de leur plaidoyer et de leur influence sur les cadres juridiques. Elles seront efficaces si elles disposent de ressources humaines et financières adéquates, se conforment aux directives de l'INTOSAI et utilisent des outils tels que l'évaluation ISC-PMF. L'ISC du Sénégal prévoit une évaluation de ses performances en 2024, tandis que celle du Burkina Faso se concentrera sur les besoins en ressources pour atteindre les ODD. La stratégie de l'ISC française est en cours d'élaboration et est conditionnée par la crise sanitaire. En bref, un cadre juridique solide doté de ressources suffisantes est essentiel pour la bonne mise en œuvre des ODD.

L'enquête révèle que la plupart des ISC sont conscientes de leur rôle dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, avec quelques progrès notés mais un appel à

l'amélioration dans divers aspects. L'étude examine comment la relation entre les actions des ISC et la sensibilisation du personnel à ces actions avec les cadres juridiques applicables ; il est révélé qu'il existe de fortes associations avec les recommandations de l'INTOSAI. Elle note que la planification stratégique, l'engagement des dirigeants et la disponibilité des ressources deviennent fondamentaux dans la quête des ISC pour contribuer efficacement à l'Agenda 2030. Cette structure de gouvernance a été adoptée pour la paix et la prospérité dans les domaines du développement économique, social et environnemental. Les Nations Unies ont pleinement lancé l'Agenda 2030 pour le développement durable en septembre 2015, qui comprend 17 objectifs visant à promouvoir la croissance économique avec équité et durabilité environnementale. Les ISC ont un rôle essentiel à jouer pour assurer la mise en œuvre de ces objectifs d'une manière ou d'une autre. Cependant, de nombreux pays africains ont du mal à les mettre en œuvre en raison du manque de communication efficace et d'engagement des parties prenantes. Bien que la Côte d'Ivoire et le Ghana affichent des stratégies participatives efficaces, des défis subsistent en matière de mobilisation des ressources et de collecte de données. Le Maroc a fait preuve d'un engagement exceptionnel en faveur du développement durable, soutenu par des dispositions constitutionnelles et des arrangements institutionnels. L'Algérie a également fait des efforts pour mettre en place des structures de soutien. Il est donc nécessaire d'améliorer la coordination et la transparence pour atteindre les ODD sur le continent.

### **PARTIE 3 : ROLE DES ISC DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Le changement climatique affecte considérablement les économies et les populations vulnérables, ce qui conduit les pays à adopter l'Accord de Paris et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) pour freiner la hausse des températures mondiales. La Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique plaide en faveur d'une budgétisation verte pour aligner les politiques budgétaires sur les objectifs climatiques, bien que des défis tels que l'expertise et les ressources limitées persistent. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces problèmes, mais des appels sont lancés en faveur d'une reprise durable. Les organisations internationales aident les pays à adopter des pratiques de budgétisation verte, soulignant

l'importance de la transparence et de la collaboration. Le document évalue également les efforts du Sénégal en matière de budgétisation verte en 2024, en mettant l'accent sur le rôle des institutions supérieures de contrôle (ISC) dans la gestion des finances publiques sensibles au climat et la promotion de la protection de l'environnement.

Le texte souligne la nécessité cruciale de s'adapter au changement climatique et de l'atténuer grâce à une budgétisation et une finance vertes, qui évaluent les impacts environnementaux des dépenses publiques. Il souligne l'importance des cadres de financement nationaux intégrés (INFF) et de la budgétisation pour les ODD (B4SDG) pour atteindre les objectifs climatiques et de développement durable (ODD). Les principaux engagements comprennent l'Accord de Paris et l'ODD 13, qui appelle à une action urgente pour le climat. L'intégration des considérations climatiques dans les politiques budgétaires améliore la transparence et la responsabilité, tout en abordant les risques budgétaires et en favorisant une croissance durable. Une budgétisation verte efficace nécessite des cadres de performance, des évaluations environnementales et des examens des dépenses qui alignent les dépenses publiques sur les objectifs climatiques, garantissant que les investissements donnent la priorité aux objectifs environnementaux.

L'intégration des évaluations environnementales et climatiques dans la gestion des finances publiques (GFP) est essentielle pour une allocation efficace des ressources et un accès au financement climatique. Les pays doivent renforcer leurs capacités de GFP pour s'aligner sur les exigences du fonds climatique, garantissant ainsi la transparence et l'efficacité du développement durable. Le changement climatique constituant une menace importante, une action immédiate est nécessaire pour limiter la hausse de la température mondiale. Les institutions supérieures de contrôle (ISC) peuvent apporter une contribution significative en effectuant des audits environnementaux, en promouvant des pratiques durables et en garantissant la responsabilité des politiques environnementales, favorisant ainsi la justice climatique et la résilience.

Le Sénégal, pays d'Afrique de l'Ouest comptant 18 millions d'habitants, est confronté à des défis budgétaires exacerbés par les crises mondiales. Bien que l'économie devrait croître de 6,3 % en 2023, la hausse de l'inflation et le creusement du déficit budgétaire menacent le développement durable et l'investissement public. En 2022, l'augmentation des dépenses courantes a eu un impact négatif sur l'investissement public, contribuant au déficit. En outre, le changement climatique présente des risques importants, tels que l'érosion côtière et

l'épuisement des ressources, mais moins de 1 % du budget est alloué aux secteurs environnementaux, malgré la vulnérabilité croissante du pays aux problèmes liés au climat.

La « Collaboration de Paris sur la budgétisation verte » vise à intégrer les objectifs environnementaux dans les processus budgétaires, le Sénégal explorant activement sa mise en œuvre pour le développement durable. Le pays entend atteindre ses objectifs climatiques grâce à une stratégie axée sur les énergies renouvelables, les mesures d'adaptation et le financement international, malgré les difficultés rencontrées pour mettre à jour ses contributions déterminées au niveau national (CDN) et formuler des stratégies à long terme.

Le Sénégal a créé un cadre de gouvernance climatique multisectoriel, mais il manque une loi climatique globale. Les principaux défis comprennent l'insuffisance des plans d'action, des allocations budgétaires et des cadres de suivi, ce qui nécessite une meilleure intégration des plans climatiques dans les systèmes de gestion des finances publiques. Une meilleure coordination entre les autorités est essentielle pour s'aligner sur les stratégies climatiques et améliorer la gouvernance financière.

Le Sénégal est confronté à des défis importants pour établir un cadre de gestion des finances publiques vertes conforme aux normes internationales. Cependant, le pays a fait des progrès louables, notamment en incluant une annexe budgétaire verte dans la loi de finances 2024 et en ratifiant des accords internationaux. Les principaux atouts pour progresser sont les plans nationaux d'adaptation au changement climatique, les documents stratégiques sur le changement climatique et les projets d'infrastructures vertes en cours. Malgré ces avancées, il est nécessaire de mettre en place un système formel d'évaluation des dépenses climatiques, d'améliorer la coordination entre les parties prenantes et de renforcer les capacités des ministères concernés. Les recommandations pour le Sénégal comprennent l'élaboration d'un cadre de financement intégré, la priorisation du financement public axé sur le climat et le renforcement de l'engagement avec les partenaires internationaux pour aligner le financement sur les priorités nationales de développement durable.